

Département  
MEURTHE ET MOSELLE  
Arrondissement  
NANCY  
Canton  
PONT A MOUSSON

## Commune de LOISY

# EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL du 14 mars 2024 N° 2024/03/14/018

L'an deux mille vingt-quatre, le jeudi 14 mars à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la commune de LOISY s'est réuni en session ordinaire à la salle du « Conseil », après convocation légale, sous la présidence de M. FAVRE André, maire.

### Etaient présents :

MM. : FAVRE André - EYER Daniel - VLASAK Jean-François - BOULANGEOT Matthieu - LEROY André - HENRION Sébastien – Mmes Marielle MUNICH - Aurélie WALDY- Mellie FABISZACK

### Excusé :

Nombre de Conseillers :

- en exercice 9  
- présents : 9  
- votants : 9

Les conseillers présents représentant la majorité des membres en exercice, la séance a été ouverte par M. FAVRE André, maire. Un scrutin a eu lieu, M BOULANGEOT Matthieu a été élu(e) pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

## OBJET

### Projet de première révision du SCOT Sud Meurthe et Moselle

*Le Maire certifie que le  
compte-rendu de cette  
délibération sera publié sur le  
site communal  
le 28 mars 2024  
et que la convocation du  
Conseil avait été faite  
le 7 mars 2024*

*Le Maire*

Vu la loi n°2000-1018 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains du 13 décembre 2000 ;  
Vu la loi n°2003-590 Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003 ;  
Vu la loi n°2010-788 portant Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 ;  
Vu la loi n°2014-366 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014 ;  
Vu la loi n°2014-1170 d'Avenir pour l'Agriculture, l'Alimentation et la Forêt du 13 octobre 2014,  
Vu la loi n°2014-626 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises du 18 juin 2014 ;  
Vu la loi n°2016-1087 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages du 8 août 2016 ;  
Vu la loi n° 2018-1021 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique du 23 novembre 2018 ;  
Vu l'ordonnance n° 2020-744 relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale du 17 juin 2020 ;  
Vu l'ordonnance n°2020-745 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicable aux documents d'urbanisme du 17 juin 2020 ;  
Vu la loi n° 2021-1104 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets du 22 août 2021 ;  
Vu la loi n° 2023-630 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux du 20 juillet 2023 ;  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;  
Vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L.103-2 et suivants, L. 143-1 et suivants, L. 143-28, L. 143-29 et L. 143-30, R143-1 et suivants, pris dans leur version applicable à la présente procédure ;  
Vu les statuts du Syndicat Mixte de la Multipôle Sud Lorraine en vigueur ;  
Vu la délibération du Comité Syndical du 14 décembre 2013 approuvant le SCoT Sud Meurthe-et-Moselle ;

Vu la délibération du Comité Syndical du 14 décembre 2013 adoptant le Document d'Aménagement Commercial du SCoT Sud Meurthe-et-Moselle ;

Vu la délibération du Comité Syndical du 12 décembre 2019 prescrivant la première révision du SCOT Sud Meurthe-et-Moselle et définissant les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;

Vu la délibération du Comité Syndical du 18 décembre 2021 intégrant par anticipation les ordonnances issues de la loi ELAN au projet de révision du SCOT Sud Meurthe-et-Moselle ;

Vu la délibération du Comité Syndical du 18 décembre 2021 prenant acte du débat sur le Projet d'aménagement Stratégique du SCoT ;

Vu le bilan de la concertation présenté par le Président du Syndicat Mixte de la Multipôle Nancy Sud Lorraine et annexé à la présente délibération ;

Vu la délibération du Comité Syndical du 16 décembre 2023 approuvant le bilan de la concertation et arrêt du projet de première révision du SCoT Sud Meurthe-et-Moselle ;

La commune de Loisy a toujours eu pour objectif de contenir l'étalement rural, de favoriser le développement rural maîtrisé, de lutter contre la régression des espaces agricoles, naturels et forestiers ;

Dans le cadre de la loi ALUR, la commune a fait une analyse précise de ses dents creuses et capacités de densification ;

Aujourd'hui, la commune peut se féliciter de ne plus comptabiliser que 3 dents creuses. La situation de celles-ci ne devrait pas pouvoir évoluer favorablement pour de nombreuses années ;

La commune de Loisy est idéalement située entre 2 métropoles, aux portes de pays frontaliers, de la ligne TGV, de l'aéroport Lorrain et surtout à proximité directe de l'axe autoroutier A31, colonne vertébrale du Sion "Val de Lorraine" ;

En matière de sobriété foncière, la commune n'a consommé aucune surface agricole depuis les années 80 ;

Depuis la promulgation des lois SRU, Urbanisme et habitat et Grenelle 2, les Plans locaux d'urbanisme (PLU) doivent intégrer un volet sur la politique de l'habitat en vue notamment d'atteindre la mixité sociale ;

Pour répondre à ces obligations et aux demandes croissantes du secteur Messein, la commune a acquis, en cœur de village, 1 hectare 30 de parcelles à bâtir. Un projet de lotissement en secteur de mixité sociale (SMS) est envisagé, une vingtaine de lots réparti entre de l'habitat en location permettant le maintien, directement ou indirectement, de nos classes et de biens en accession ;

Ce seul futur projet en cœur de village correspondrait à 20 logements, alors que le SCOT révisé ne nous permet plus aucune construction ;

La commune de Loisy est donc condamnée à renoncer à ce projet résidentiel, à son développement démographique, à son attractivité.

### **Le conseil municipal décide**

S'OPPOSER au projet de première révision du SCOT Sud Meurthe et Moselle;

VOTER contre à l'unanimité.

### **Voté à l'unanimité**

*Certifiée exécutoire après envoi  
en Préfecture le*

Ont signé au registre les membres présents  
Pour ampliation du registre des délibérations  
Le maire                    André FAVRE